DISCOURS

SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'Hon. J. C. J. S. McCorkill

Trésorier de la Province

A L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE QUEBEC

Le 19 AVRIL 1904.

QUEBEC:
IMPRIMÉ PAR LA CIE DE PUBLICATION "LE SOLEIL."

1904

DISCOURS

SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'Hon. J. C. J. S. McCorkill

Trésorier de la Province

A L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE QUEBEC

Le 19 AVRIL 1904.

Réponse à la critique de
l'hon. E. J. Flynn.

QUEBEC :
IMPRIMÉ PAR LA CIE DE PUBLICATION "LE SOLEIL."

1904

HJ2056
Q8
M326

DISCOURS SUR LE BUDGET

Monsieur l'Orateur,

Il s'est écoulé près de sept ans depuis que les électeurs de cette province, dans leur sagesse, ont confié l'administration des affaires publiques au très-regretté feu l'honorable Félix Marchand.

En entrant en fonction, il entreprit, en sus de la direction du cabinet, la tâche difficile et responsable d'administrer et de rétablir nos finances. L'histoire dira avec quel talent et quel succès il arriva à ce but.

Parmi les membres de talent, de cette Chambre, qu'il appela à son aide, se trouvait un homme que j'avais connu depuis mes jours de collège, avec qui j'avais fait campagne dans les batailles politiques, et avec qui j'avais lutté [illegible] les tribunaux, un homme dont je puis alors parler avec une certaine connaissance de cause, homme de grands talents, d'une habileté reconnue, d'un jugement sain, d'une éloquence facile et distinguée, un homme solide, franc, aux idées larges [illegible] de progrès, feu l'honorable Thomas Duffy.

L'histoire dira aussi avec quels succès M. Duffy a dirigé le département des Travaux publics, de 1897 à 1900.

Le 25 septembre 1900, M. Marchand, après une longue vie consacrée à sa profession, à la politique, à la littérature et à ses devoirs sociaux et de famille, après avoir rempli l'engagement pris envers ses compatriotes, et rétabli l'équilibre dans nos finances, jouissant du respect et de la confiance de ses concitoyens, sans distinction de race ou de croyance, fut appelé à aller recevoir au ciel sa suprême récompense.

ADMINISTRATION PARENT.

Il eut pour successeur, dans la direction du cabinet, notre respecté chef actuel, et au trésor, feu l'honorable M. Duffy.

Je n'ai pas besoin de dire aux membres de cette Chambre avec quel dévouement, avec quel désintéressement et quelle habileté M. Duffy surveilla nos finances pendant les trois ans qu'il fut notre trésorier, car ils le savent même mieux que moi.

Peu d'hommes publics de notre époque ont reçu, tant de leurs adversaires que de leurs collègues et partisans, un plus beau témoignage que celui qui fut rendu quand on apprit, dans l'après-midi du 2 juillet dernier, qu'il venait de rendre le dernier soupir.

Le premier ministre de la province me fit l'honneur de me demander d'accepter le portefeuille de trésorier, et bien que je sentisse que d'autres membres distingués de cette Chambre auraient pu remplir ces fonctions avec plus de talent que je ne pouvais peut-être le faire moi-même, je compris qu'il était de mon devoir d'accepter son offre. Je renonçai à mon siège au Conseil législatif, et j'acceptai la mise en nomination dans le comté de Brome rendu vacant par la mort de M. Duffy.

Je désire très sincèrement remercier les membres de cette Chambre de l'accueil cordial qu'ils m'ont fait, et je veux surtout remercier les membres de la droite, en général et sans distinction de nationalité, pour l'appui si loyal que tous et chacun d'eux m'ont donné depuis que j'ai accepté la position.

Je n'ai pas besoin de vous dire, M. l'Orateur, que depuis

le peu de temps que je suis entré en fonction, en qualité de trésorier, (car vous savez que une bonne partie de mon temps a été employée à défendre un siège que j'avais eu tant de difficulté à gagner), j'ai reconnu que la tâche de se mettre parfaitement au courant des finances de la Province était difficile. En examinant les états financiers de plusieurs de mes prédécesseurs, j'ai reconnu qu'ils n'avaient accepté cette position qu'avec un certain degré d'hésitation et de malaise, et souvent qu'ils avaient demandé l'indulgence de cette Chambre en lui présentant leur état financier annuel.

Il est certain que si je n'avais eu des collaborateurs habiles, dévoués et zélés pour m'aider dans mes fonctions, je n'aurais jamais présenté aujourd'hui, à cette Chambre, l'état financier de l'année qui s'est terminée le 30 juin dernier.

Les comptes publics ont été déposés sur la table à l'ouverture de la Chambre. Ils prouvent que les opérations financières de la Province, pendant l'année dernière, ont été très heureuses, et je suis certain que vous l'avez tous reconnu depuis.

L'histoire nous dit maintenant que le temps des déficits successifs qui se sont élevés à la somme énorme de $987,316.48 pendant l'exercice financier de 1896-97, a fait place, grâce à l'administration sage et prudente de nos finances par M. Marchand, à des surplus divers dont le plus important fut de $22,820.05 ; et les comptes publics de l'année dernière démontrent que l'on a continué le même système d'administration sage, prudente et habile de nos finances, sous la direction de M. Duffy, qui a laissé comme monument élevé à sa mémoire le beau surplus de $103,712.22.

Il est évident, M. l'Orateur, que n'ayant rien eu à faire avec l'administration des affaires de la Province, je suis par cela même mieux placé pour rendre hommage à mes prédécesseurs et à leurs collègues, et je déclare, sans crainte d'être contredit par aucun citoyen désintéressé et au jugement droit, que l'administration de nos finances depuis 1897 a été à l'abri de toute critique et de tous reproches.

RECETTES ET DÉPENSES 1902-3

Maintenant, M. l'Orateur, permettez-nous d'ouvrir les comptes publics de la dernière année financière et d'en examiner le contenu. Ils nous démontrent entre autres choses que les recettes et les dépenses se sont élevées à :

Recettes ordinaires..........................	$	4,699,772 87
Dépenses ordinaires..........................		4,530.616 88
Surplus..........................	$	169,155 99
Les dépenses extraordinaires ont été de.......	$	65,443 77
Le surplus des recettes ordinaires sur les dépenses ordinaires et extraordinaires a donc été de..........................	$	103,712 22

Les recettes et les dépenses totales à part les subsides de chemins de fer, celui du Pont de Québec, la construction du chemin de fer Q. M. O. & O. et les montants payés et reçus pour la conversion de la dette, si son élève à :

Recettes..........................	$	4,746,357 98
Dépenses..........................		4,702,629 88
Excédent des recettes..........	$	43,728 10

PREVISIONS BUDGETAIRES

Nous voyons aussi que les prévisions budgétaires de cette même année étaient :

Recettes ordinaires..........................	$	4,399,916 10
Dépenses ordinaires..........................		4,340,021 16
Surplus prévu..............	$	59,894 94
Les recettes ordinaires réelles ont été de.....	$	4,699.772 87
Les prévisions des recettes ordinaires étaient comme ci-dessus de..................		4,399,916 10
Excédent des recettes réelles sur les prévisions............	$	299;856 77

Les dépenses ordinaires réelles telles que déjà données étaient de....................	$4,530,616 88
Les dépenses ordinaires prévues telles que déjà données étaient de....................	4,340,021 16
Laissant un excédent des dépenses réelles sur les dépenses prévues de................	$ 190,595 72

J'ai constaté que certaines parties des recettes et des dépenses varient beaucoup d'une année à une autre. En établissant l'état des recettes et des dépenses, il faudra prendre en considération l'expérience des années passées, ainsi que les probabilités de l'année suivante, basées sur l'aspect général et la prospérité de la province.

Les différents services qui ont dépassé les prévisions ont produit la somme de.	.$420,395.04
Les services qui n'ont pas atteint les prévisions se sont élevés à.	.$120,538.27
Soit un excédent des recettes réelles sur les prévisions, de........................... ..	$299,856.77

Voici quels sont les principaux services dont les recettes ont excédé les prévisions :

Intérêt sur le prix du chemin de fer Q. M. O. & O.	$ 6,216.67
Fonds des bâtisses et des jurés (composé surtout d'arrérages)..	62,737.73
Licences.	42,602.07
Terres, Mines et Pêcheries	257,186.46
Taxes sur corporations commerciales.	16,338.23
Entretien des aliénés.	14,486.58
Législation.	7,538.95

Je désire faire quelques observations sur deux de ces services : 1o les licences ; 2o les terres.

LOI DES LICENCES.

Je crois que nous avons une bonne loi des licences ; certainement elle n'est pas parfaite, mais au fur et à mesure que les imperfections en deviendront évidentes, le gouvernement

l'améliorera. Le dernier trésorier avait l'intention de faire une enquête sur le fonctionnement de la loi. Mais malheureusement sa mort, peu de temps après la clôture de la dernière session, l'en a empêché. Je partage entièrement l'idée d'une enquête de cette nature, et j'espère, après la session, pouvoir en faire l'essai de manière à satisfaire les parties intéressées.

Les recettes provenant des licences constituent un appoint important du revenu de la province. Le total dérivant de cette source s'est élevé, l'année dernière, à. $692,602 07
Il avait été l'année précédente de. 681,229 18

Différence.	11,372 89
En 1900-1901 il était de.	$661,968 23
Soit de moins que l'année dernière.	30,633 84

DETAILS, 1902-1903.

Les principales parties de la somme reçue de cette source proviennent des licences suivantes :

Licences d'hôtels.	$203,135 61
Restaurants.	170,882 50
Magasins de liqueurs en détail.	180,826 78
Magasins de liqueurs en gros et en détail. . .	12,250 00
Magasins de liqueurs en gros.	8,179 16

TERRES, ETC.

M. l'Orateur, un mot maintenant du département que l'honorable chef de cette Chambre, quoi qu'en aient dit et puissent dire ses adversaires, a dirigé, d'une manière si remarquable, avec tant d'honneur pour lui-même, de profit pour notre trésor et de bénéfice pour notre province et ses habitants.

L'année dernière, le premier ministre a remis au trésorier la jolie somme de $1,455,386.46.

Les principales sources de cette somme sont :

Droits de coupe de bois.	$667,631 96
Vente de licences de coupe de bois.	352,004 58
Location de terrains.	187,206 25
Vente de terres de la Couronne.	76,776 66
Pêcheries.	63,119 93

M. l'Orateur.—Il doit être clairement évident qu'un département dont le revenu excède de 30 pour cent le revenu total de toutes sources de notre province, doit être d'une importance réelle, et je vous assure que nul ne le constate mieux que le trésorier. C'est certainement le département le plus occupé, le plus chargé de besogne et d'ennuis, et qui demande, pour être administré avec succès et profit, une grande habileté en affaires et un esprit de prévoyance de premier ordre. Ce département, ainsi que son confrère le département de la colonisation, ont été signalés au public de la province par une tentative faite dans le but de donner à croire que notre domaine public était exploité dans l'intérêt de la république voisine, que nos terres à bois étaient dévastées et que nos pionniers, nos colons sont maltraités et sacrifiés.

Les ministres de l'agriculture et de la colonisation ont réfuté avec talent les accusations et les insinuations de nos adversaires, dans les discours qu'ils ont prononcés à propos de l'adresse à l'ouverture de la session.

Ils ont démontré clairement, en basant leurs remarques sur les opinions des plus grands experts en matières forestières et des marchands de bois les plus expérimentés de la province, sans distinction de politique, que si nos forêts pouvaient être préservées des incendies, en vertu des règlements en force limitant le diamètre des arbres à couper, elles se renouvelleraient d'elles-mêmes dans un laps de 18 à 25 ans, et que par conséquent elles ne pourraient pas être détruites ni épuisées.

De plus, la province doit continuer à jouir des avantages suivants :

1. Aide des marchands de bois pour la protection des forêts contre le feu.—Il faudrait une armée d'hommes et une gran-

de partie du revenu du département pour protéger d'une manière absolue nos forêts contre le feu, sans l'aide que l'on reçoit actuellement des marchands de bois.

2. Location de terrains à trois piastres par mille par an, pour chaque mille de limites louées aux marchands de bois s'élevant à $187,206.25.

M. l'Orateur.—Il est évident que si mon département n'était pas directement et vitalement intéressé dans l'une des questions qui fait l'objet des critiques, je ne me permettrais pas d'abuser de votre temps pour faire maintenant des réflexions personnelles.

Cependant, M. l'Orateur, en face de la demande de nos adversaires, que la politique inaugurée par eux dès la confédération et continuée tout le temps qu'ils ont été au pouvoir, devrait être entièrement changée parce que nous l'avons perfectionnée et que nous l'avons rendue profitable, grâce à des mesures sages et intelligentes, en face de la demande que l'on nous fait de cesser la location de nos limites à bois, ce qui serait un coup terrible porté à la prospérité future de la province, je sais que je dois élever la voix pour protester contre cette prétention.

TAXES ABOLIES

En 1895-6, le gouvernement, dont le chef de l'opposition était alors premier ministre, a perçu en taxes directes qui ont été abolies depuis, la somme ronde de $281,490.69 des sources suivantes :

Transports de propriétés.	$184,254 50
Licences de manufactures et de commerce. . .	79,728 52
Sur certaines personnes.	17,507 67
	$281,490 69

Nous avons été privés de cette source de revenu depuis que nous sommes au pouvoir, et je sais que j'exprime le sentiment de cette Chambre, que dis-je, de la province, en disant que l'on n'en désire pas le rétablissement.

Toutefois, M. l'Orateur, si à notre époque de développement, une de nos sources actuelles de revenu nous était enlevée, qu'aurions-nous à faire ?

Est-il un être au monde assez aveugle pour ne pas voir que, dans ce cas, nous nous trouverions fatalement en face de ces deux alternatives : faire de nouveaux emprunts, ou recourir à la taxe directe.

Ces deux alternatives répugnent au parti libéral, tandis que nos adversaires semblent les regarder avec calme et sang froid.

Nous ne pouvons donc consentir à tomber dans une politique qui, nous en sommes certains, ferait renaître l'âge des déficits, et rendrait nécessaires de nouveaux emprunts ou de nouvelles taxes directes.

Nous sommes convaincus, d'après les connaissances acquises par une étude sérieuse de toutes les questions relatives à nos terres à bois, que notre domaine public doit être administré de telle manière que, si nous pouvons préserver nos forêts de destruction ou de dommages par le feu, nous pourrons continuer à retirer un revenu qui, avec nos autres ressources, nous empêchera de nous endetter davantage pour un long espace de temps, ou jusqu'à l'époque où de nouveaux colons seront établis sur toutes nos terres.

Revenant aux services qui ont rapporté au revenu moins qu'il n'était prévu, en voici les principaux :

Honoraires judiciaires.	$ 4,475 33
Droits sur les successions.	106,179 45
" Gazette Of[illegible]lle ".	1,655 06
Taxes sur sub[illegible]tions de chemins de fer. . . .	6,646 54

DROITS SUR LES SUCCESSIONS

On avait prévu que les droits sur les successions devraient rapporter....................	$ 260,000 00
Le montant réel perçu a été de...............	153,820 55
Différence	$ 106,179 45

Pour l'année finissant le 30 juin 1901, le montant provenant de cette source avait été de.......	$ 163,511 38
Pour l'année finissant le 30 juin 1903, le montant perçu a été de...........................	$ 222,763 73
Par conséquent, la prévisisnque le revenu de cette source pour l'année finissrnt le 40 juin 1003, serait de........	$ 260,000 00
était très raisonnable, d'autant plus que pour l'onnée courante nous avons déjà reçu.......	$ 281 000 00

PAIEMENTS EXCEDANT LES PREVISIONS

Les principaux paiements faits en sus des prévisions sont les suivants :

Dette publique (composé d'intérêts et de fonds d'amortissement).		$17,799 80
Administration de la justice (composé surtout de frais de poursuites criminelles et dépenses contingentes des shérifs, à cause de termes imprévus de la Cour du Banc du Roi et de la prolongation des termes).		81,571 29
Instruction publique.		7,500 00
Colonisation (pour chemins).		14,500 00
Agriculture (composé surtout de dépenses pour les cercles agricoles, améliorations des chemins ruraux, écoles de laiterie, etc).		32,812 04
Service divers...........................		30,702 34
(Comprenant dépenses de la Commission pour aider à l'avancement de la colonisation)...............	$10,000 00	
Université Laval, octroi du jubilé. .	15,000 00	
Au collège Bishop et Lennoxville. .	5,000 00	
Paiements faits par les shérifs sur les perceptions, pour lesquels il n'y avait pas de prévisions. . .		$14,438 23

INTERET ANNUEL

Nous ne devons jamais perdre de vue le fait qu'avant de pourvoir aux services ordinaires du gouvernement, nous devons tout d'abord mettre à part l'énorme somme d'environ	$ 1,600,000 00
pour intérêt, etc., sur notre dette publique.	
L'année dernière, nous avons payé pour ce service	1,577,583 19
En retranchant de nos recettes, qui ont été de.	4,699,772 87
Il reste pour les dépenses ordinaires et extraordinaires des départements...............	$ 3,122,189 68
soit $1.89 par tête de notre population.	
En d'autres termes, au lieu de..............	4,699,772 87
nous n'avons seulement que................	3,122,189 68

de dépenses pour l'instruction publique, l'agriculture, la colonisation, les travaux publics, l'administration de la justice, la législation, le gouvernement civil notre domaine public, les asiles, les hôpitaux, les institutions de bienfaisance et les autres services divers.

Comparons ces chiffres avec les recettes ordinaires de notre province soeur Ontario, dont la population n'excède la nôtre que de 534,049 et qui s'élevent à $5,466,653.13, soit $2.50 par tête de sa population, et nous constatons qu'Ontario a $2,344,463.45 de plus que nous à dépenser pour les mêmes services. N'est-ce pas chose étonnante, M. l'Orateur, que nous ayons pu faire autant que nous avons fait pour le développement des différents services de notre existence provinciale ? Nos adversaires se plaisent à nous dire ce qu'Ontario fait pour le développement de son territoire du nord, et cherchent à faire des comparaisons qui nous sont défavorables. Est-ce franc et loyal, monsieur l'Orateur ? Comment peut-on s'attendre, avec un revenu tel que je l'ai dit, à ce que nous puissions lutter avec Ontario, en ouvrant de nouvelles artères pour le développement de notre grand nord ?

Nous devons nous contenter de pousser plus lentement notre colonisation dans ces régions et selon nos moyens, et c'est ce que nous avons fait constamment et avec succès pendant les sept dernières années.

INSTRUCTION PUBLIQUE

L'instruction publique, comprenant les écoles du soir et les allocations à certaines institutions enseignantes payées à même le compte " Divers en général ", et qui joue un rôle si important dans notre développement national, a été aidée et encouragée comme suit, l'année dernière : on lui a consacré.......	$	472,599 00
En 1896-97, le montanc dépensé s'élevait à.		422,004 25
Soit une différence de.................	$	50,594 75

Les principaux items de cette dépense ont été comme suit, l'année dernière :

Instruction supérieure, proprement dite. . . .	$ 80,000 00
High Schools et institutions similaires.	7,410 00
Ecoles publiques.	160,000 00
Ecoles des municipalités pauvres.	13,000 00
Ecoles Normales.	48,000 00
Inspection des écoles.	36,000 00
Ecole des sourds et muets.	13,000 00
Ecoles élémentaires en vertu de 60 Victoria, chap. 3, comprenant un octroi additionnel de $7,000, accordé aux municipalités pauvres. .	40,057 57
Ecoles du soir.	21,942 43
Ecoles des arts et manufactures.	15,000 00

AMELIORATIONS RECONNUES

La " Montreal Gazette " du 7 du courant, dans un article de fond, intitulé : " Education in Quebec", admet que le rapport du surintendant de l'Instruction publique—pour me servir de ses propres expressions—prouve que la situation de l'instruction dans cette province continue à s'améliorer lentement mais sûrement.

La " Gazette " (comme d'ailleurs tous nos autres adversaires), cherche à enlever à ce gouvernement tout mérite pour les progrès effectués, mais les chiffres suivants prouveront que

ces critiques sont injustes, qu'elles dénotent une ignorance complète de ce qui a été fait pour l'instruction publique depuis 1897, en comparaison de la période de 1892 à 1897.

Les montants dépensés depuis le 1er juillet 1892 au 30 juin 1897, ont été de :

1er juillet 1892 au 30 juin 1893	$ 394,371 01
1er juillet 1893 au 30 juin 1894	388,827 35
1er juillet 1894 au 30 juin 1895	390,225 59
1er juillet 1895 au 30 juin 1896	389,750 76
1er juillet 1896 au 30 juin 1897	422,004 25
Total	$1,985,178 96
Soit une moyenne annuelle de	397,035 79

en comparaison avec les dépenses du 1er juillet 1897 au 30 juin 1900, sous l'administration de M. Marchand :

1er juillet 1897 au 30 juin 1898	$ 455,835 69
1er juillet 1898 au 30 juin 1899	416,157 52
1er juillet 1899 au 30 juin 1900	480,056 83
Total	$1,352,050 04
Ou une dépense annuelle de	450,683 35
Soit un excédent annuel sur la période de 1892-97 de	53,647 56

Et en comparant avec les dépenses du 1er juillet 1900 au 30 juin 1903, sous l'administration actuelle :

1er juillet 1900 au 30 juin 1901	$ 470,789 68
1er juillet 1901 au 30 juin 1902	472,684 79
1er juillet 1902 au 30 juin 1903	472,599 00
Total	$1,416,073 47
Ou une moyenne annuelle de	472,024 49
Soit une augmentation annuelle sur la période de 1892-97 de	74,988 70

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

Sur la somme de........................	$ 81,571 29
qui a dépassé les prévisions pour l'administration de la justice, je dois dire que les dépenses contingentes de nos shérifs pour les termes de nos cours criminelles, etc., ont absorbé la forte somme de........................	$ 71,984 28

AGRICULTURE

L'agriculture a fort occupé l'attention du chef de ce département qui, selon sa politique sage et de progrès, et pour faire l'éducation de nos agriculteurs et les encourager à adopter les méthodes améliorées et les plus modernes de culture, n'a pas craint de donner dans des dépenses additionnelles sous forme d'octrois aux cercles agricoles, ou pour l'établissement et l'amélioration des écoles d'industrie laitière, etc., dépenses qui se sont élevées à la somme de $33,879.20.

Les statistiques suivantes feront voir quelles ont été annuellement les dépenses relatives pour ce service de 1892 à 1897 :

1er juillet 1892 au 30 juin 1893.	$121,995 57
1er juillet 1893 au 30 juin 1894.	163,786 36
1er juillet 1894 au 30 juin 1895.	204,636 62
1er juillet 1895 au 30 juin 1896.	173,912 98
1er juillet 1896 au 30 juin 1897.	235,795 75
Total.	$900,127 28
Soit une moyenne par année de.	180,025 46

En comparaison avec les dépenses du 1er juillet 1897 au 30 juin 1900, sous l'administration de M. Marchand, qui étaient comme suit :

1er juillet 1897 au 30 juin 1898.	$202,476 97
1er juillet 1898 au 30 juin 1899.	182,334 72
1er juillet 1899 au 30 juin 1900.	198,909 60
Total.	$583,721 29
Soit une moyenne par année de.	$194,573 76

Ce qui donne sur la période de 1892-97, une augmentation annuelle de.................... $ 14,548 30

Et si l'on compare ces dépenses avec celles du 1er juillet 1900 au 30 juin 1903, sous l'administration actuelle, on a :

Du 1er juillet 1900 au 30 juin 1901..........	$204,466 72
Du 1er juillet 1901 au 30 juin 1902. . . .	221,608 69
Du 1er juillet 1902 au 30 juin 1903. . . .	238,412 04
Total.	$664,487 45
Soit une moyenne par année de.	$221,495

Ce qui donne, sur la période de 1892-1897, une augmentation annuelle.................... $ 41,470

SOMMMAIRE

Agriculture, Colonisation et Instruction publique,

Comparaison de la dépense moyenne de chaque année sur ces trois services, de 1892-97, [illegible]-1900 et 1900-1903 :

	1892-97	[illegible] 1900	1900-19[illegible]
Agriculture......	$ 180,025 46	$ 194,573 76	$ 221,495 84
Colonisation. . .	106,435 53	103,000 00	114,0[illegible] 38
Instruction publique.	397,035 79	450,683 35	472,[illegible]4 49
Totaux.......	$683,496 78	$748,257 11	$ 807,533 63

Soit en dépense totale annuelle pour 1892-97. .	$683,496 78
Comparée avec celle de 1897-1900.	748,257 11
Différence en faveur de 1897-1900.............	64,760 83
Et comparée avec celle de 1900-1903...........	807,533 63
Accusant une augmentation, durant cette période sur 1892-97, de....................	124,036 85

Principaux paiements inférieurs aux prévisions :

Gouvernement civil..........................	$ 1,273 39
Terres, Mines et Pêcheries.	6,948 11

DEPENSES EXTRAORDINAIRES

Les prévisions budgétaires pour les dépenses extraordinaires étaient au chiffre de........ ...		$ 50,000 00
Ces dépenses extraordinaires se sont élevées en réalité au montant de.........................		65,443 77
Soit en plus des prévisions....................		15,443 77
Là-dessus, il a été dépensé pour la construction d'une annexe à l'Ecole Normale Laval, chemin Ste-Foye.................. ...	$ 13,250 68	
do Québec, Ursulines.	2,193 09	
		$ 15,453 77

COMPARAISON DES RECETTES ET DES DEPENSES

De 1902-1903 avec 1901-1902

Il sera intéressant et instructif de comparer les recettes de 1902-1903 avec celles de l'année précédente 1901-1902.

RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires pour l'année 1902-03 ont été de.	,772 87
Les recettes ordinaires pour l'année 1901-02 ont été de.	4,515.169 88
Soit une augmentation dans les recettes de 1902-03 de.	184,602 99

SERVICES DIVERS

Certains des services ont rapporté plus de revenus dans l'année 1902-03 qu'en 1901-02, alors que d'autres ont moins rapporté. Les services suivants sont quelques-uns de ceux qui l'an dernier, ont rapporté plus qu'en 1901-02, savoir :

Licences.	$ 11,372 8
Asiles d'aliénés—contributions municipales. .	10,536 2
Fonds de bâtisse et des jurés.	63,506 4
Terres, Mines et Pêcheries.	164,274 7

Timbres d'enregistrement	7,657 51
Intérêt sur le prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.	6,160 08

Les suivants sont quelques-uns des services qui ont moins rapporté qu'en 1901-02 :

Municipalités, pour l'entretien des prisonniers.	$ 1,997 81
Taxes directes sur les corporations commerciales.	5,356 90
Droits sur les successions.	68,943 18
Ecoles industrielles et de réforme.	3,646 32
Remboursement au fonds des subventions aux chemins de fer.	3,576 74

DEPENSES ORDINAIRES

Le total des dépenses ordinaires pour 1902-03 a été de.	$4,530,616 88
Le total des dépenses ordinaires pour 1901-02 a été de.	4,470,332 15
Une augmentation dans les dépenses ordinaires de 1902-03 de...........................	$ 60,284 73

AUGMENTATIONS

Quelques-uns des services, surtout celui de l'agriculture, dont les détails sont donnés, pour lesquels la dépense de 1902-03 a été plus élevée qu'en 1901-02, sont comme suit :

Dette publique...........................	$ 35,442 40
Terres, Mines et Pêcheries................	13,008 06
Agriculture................................	16,803 35

Augmentations :

Cercles agricoles, griculture en générale et améliorations des chemins ruraux.	$ 1,100 00
Société d'horticulture, Québec..........	250 00
Allocations aux syndicats de beurreries et de fromageries....	14,000 00
Culture des arbres fruitiers...........	500 00
Amélioration des chemins ruraux.......	10,000 00

Ecole d'industrie laitière de Saint-Hyacinthe, en construction		8,000 00
Expositions		12,000 00
Remboursement d'intérêt, Société d'Agriculture, Trois-Rivières		879 20
		$46,79 20

Diminutions :

Ecoles d'agriculture	$ 867 16	
Associations d'industrie laitière etc	10,060 00	
Industrie laitière	2,000 00	
Mérite agricole provincial	200 00	
" Poutry Associbtion ", Montréal	200 00	
La Métairie St-Joteph.St-Hyacinthe	1,000 00	
Société d'agriculture des cantons de l'Est	2,000 00	
La Cie de l'Exposition de Québec	12,000 00	
Exposition de Paris	1,658 69	
		$29,925 85
		$16,803 35

Travaux et édifice publics, dépense ordinaires	$3,751 12
Service divers	8,845 55

DIMINUTIONS.

Les principaux services pour lesquels la dépense a été moindre ont été :

Législation	$ 5,288 29
Administration de la justice (y compris la police etc.	12,456 78

DEPENSES EXTRAORDINAIRES

Les dépenses extraordinaires pour les travaux et les édifices publics, durant l'année 1902-03, ont été . $45,098 60 plus élevées que celles de 1902-02.

AUGMENTATIONS :

Ecole Normale Laval, chemin Sainte-Foye, construction d'une annexe..	$18,250 68
Construction d'un édifice à Montréal, pour les régistrateurs et autres bureaux publics....................	20,000 00
Ecole Normale Laval (Ursulines), Québec........................	2,193 09
Nouveau palais de justice de Sherbrooke........................	15,000 00
	$55,443 77

DIMINUTIONS :

Système de chauffage à eau chaude, prison de Trois-Rivières..............	$ 3,820 00	
Système de chauffage à eau chaude, du palais de justice et de la prison de Saguenay.............	2,424 08	
Voûte au palais de justice et à la prison de Kamouraska	950 00	
Palais de justice et prison, district d'Ottawa, divers comptes..............	3,151 09	
		—$10,345 17
		$45,098 60

Les paiements au compte des subventions aux chemins de fer et au chemin de fer Q. M. O. & O., durant l'année 1902-03, ont été de $35,469.27 moins élevés qu'en 1901-1902.

Les paiements au compte de la subvention au Pont de Québec ont été les mêmes.

Le paiement au compte du pont, sur la rivière Ottawa, à Portage du Fort, a été de $5,000.00.

La balance des subventions aux chemins de fer, autorisées par les lois de la Législature, mais non gagnées au 30 juin 1903, a été de $594,679.08.

La balance de la subvention au Pont de Québec, autorisée par acte de la Législature, mais non gagnée au 30 juin 1903, était de $160,000.00.

PREVISIONS BUDGETAIRES POUR L'ANNEE 1904-05

J'ai étudié avec soin les prévisions budgétaires des différents départements, et après avoir consulté mes collègues, j'ai estimé comme suit les recettes et dépenses pour l'année finissant le 30 juin 1905 :

Total des recettes ordinaires.	$4,747,394 72
Total des dépenses ordinaires moins subventions aux chemins de fer.	4,733,852 77
Laissant un surplus de.	13,541 95
Les subventions aux chemins de fer sont estimées à.	$ 74,746 41

ETAT E.

RECETTES PROBABLES, 1904-1905.

PUISSANCE DU CANADA :		
Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N...	$ 959,252 80	
Intérêts sur fonds en fidéi commis	75,781 24	
Subside spécial, 47 Vict., chap. 4	127,460 68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Vict., chap. 8	119,700 00	
		$1,282.194 72
INTÉRÊTS :		
Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.	320,000 00	
Intérêts sur prêts et dépôts	11,000 00	
		331,000 00
TERRES, MINES ET PÊCHERIES		1,380,000 00
ADMINISTRATION DE LA JUSTICE :		
Timbres judiciaires	195,000 00	
Honoraires judiciaires	10,000 00	
Fonds de bâtisses et de jurés	30,000 00	
Entretien des prisonniers	11,000 00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec	4,000 00	
Prison de Montréal	2,000 00	
Autres prisons—Gain des prisonniers	200 00	
Palais de Justice de Montréal	4,000 00	
Honoraires du grand connétable, Québec	600 00	
		256,800 00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)	70,000 00	
Licences	700,000 00	
Taxes directes sur les corporations commerciales	260,000 00	
Droits sur successions	280,000 00	
Commissions sur honoraires d'officiers publics	6,500 00	
do sur renouvellement d'hypothèques	100 00	
Entretien des aliénés	90,000 00	
do des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme	25,000 00	
Législation	15,000 00	
Gazette Officielle	18,000 00	
Loyers d'édifices publics	1,400 00	
Revenu casuel	9,000 00	
Compagnies d'Assurances Provinciales, contributions	400 00	
Contributions aux pensions, service civil	4,500 00	
Prime, escompte et change	2,500 00	
Taxes sur les subventions de chemins de fer	15,000 00	
		$4,747,394 72

ÉTAT F.

DÉPENSES PROBABLES, 1904-1905

		$ cts
Dette publique		1,609,475 6
Législation		216,340 7
Gouvernement civil		278,188 5
Administration de la justice		630,174 3
Instruction publique		483,460 0
Colonisation		140,500 0
Travaux Publics, (Ordinaire)	$122,204 69	
do (Extraordinaire)	52,023 18	
		174,227 8
Agriculture		285,350 0
Terres, Mines et Pêcheries		215,300 0
Asiles des aliénés		365,825 0
Ecoles d'industrie et de réforme		60,000 6
Institutions de bienfaisance		45,210 7
Charges sur le revenu		126,000 0
Services divers		103,800 0
		4,733,852 7
Subventions de chemins de fer		74,746 4

OPERATIONS DE CAISSE EN 1902 1903

Fonds en banque au 30 juin 1902.	$139,632 92
Là-dessus, ont été payés les mandats restés dus au 30 juin 1902.	93,369 28
	$ 46,263 64

Les recettes, à compter du 1er juillet 1902 au 30 juin 1903, ont été :

Revenu ordinaire.	$4,699,772 87
Dépôts en fidéicommis. . . .	28,941 62
Vente de terrains de l'exposition, Montréal.	7,019 34
Propriété Grande-Allée et Claire-Fontaine.	3,124 15
Balance d'emprunt de l'asile des aliénés de Beauport.	7,500 00
	4,746,357 98

Les paiements (si l'on excepte les subventions aux chemins de fer, la construction du chemin de fer Q. M. O. & O. et la subvention à la compagnie du Pont de Québec) du 1er juillet 1902 au 30juin 1903, ont été :

Dépenses ordinaires. .	$4,530,616 88		
Dépenses extraordinaires.	65,443 77		
Dépôt en fidéicommis	100,744 51		
Paiement à la Compagnie d'exposition Montréal.	5,824 72		
		$4,702,629 88	
Surplus des recettes.			43,728 10
			$ 89,991 74

Les paiements des subventions aux chemins de fer, pour construction du chemin de fer Q. M. O. & O. et la subvention à la compagnie du Pont de Québec, du 1er juillet 1902 au 30 juin 1903, ont été :

Compagnie du Pont de Qrébec. . .	$30,000 00	
Pont sur la rivière Ottawa.	5,000 00	
Chemin de fer Q. M. O. & O., pour construction.	3,500 00	
		$38,500 00
Balance de caisse, le 30 juin 1903.		$51,491 74
Soit :		
Argent en banque.	$197,114 26	
Moins les mandats non payés compris dans les paiements ci-dessus. . .	145,622 52	
		$51,491 74

ETAT G.

ETAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la Province de Québec, au 30 juin 1903.

Passif.

Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion	$33,114,217 33	
Augmentation du capital par conversion.	1,743,526 83	
		$34,857,744 16
Emprunt temporaire.		700,000 00
Dépôts en fidéicommis.		368,984 95
Mandats impayés.		145,622 52
Subventions en argent aux chemins de fer, autorisées mais non encore dues.	$136,195 50	
Subventions en terres aux chemins de fer converties en argent, à 52½ cts par acre, autorisées mais non encore dues. .	458,483 58	
		594,679 08
Octroi pour le pont sur le fleuve St-Laurent à Québec.		160,000 00
Perte sur dépôt à la Banque d'Echange. . . .		25,218 75
Obligations du Palais de Justice de Québec.		143,200 00
		$36,995,449 46

Actif.

Partie du prix du ch. de fer Q. M. O. & O. déposée en banque. . .$ 410,190 00

Partie placée en $29,000 d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetées à 109%	31,610 00		
Do placée en obligations du palais de justice de Québec. . .	143,200 00		
Do placée en obligations de la cité de Québec.	15,000 00		
Balance non payée du prix du ch. de fer Q. M. O. & O. . . .	7,000,000 00		
		7,600,000 00	
Fonds inscrits de 3 p. c.		132,634 77	
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral, 47 Victoria, chap. 8.		2,394,000 00	
Argent en banque.		197,114 26	
Coût de l'école Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété. . . .		5,391 11	
Réclamation " in re " feu l'honorable Thomas McGreevy. . .		100,000 00	
Avances à divers.		132,437 29	
Palais de Justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chap. 26, et 48 Victoria, chap. 16. . .		143,200 00	
			$10.704.777 4
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1903.			26.290,672 (

Les changements suivants ont été opérés dans l'actif et le passif pendant l'année, par suite des paiements et des recettes.

AUGMENTATION DE L'ACTIF :

Dettes consolidée par conversion.	$ 4,729 59	
Mandats non payé............	52,253 24	
	$ 56,982 83	

DIMINUTION DU PASSIF :

Dette consolidée par rachat.	$81,857 33	
Dépôts en fidéicommis.	71,802 89	
Subvention au pont sur le fleuve Saint-Laurent.	30,000 00	
Subvention au pont sur la rivière Ottawa.	5,000 00	
Obligations du palais de justice de Québec. .	5,000 00	
		$ 193,660 22

Diminution nette du passif durant l'année . .	$ 136,677 39

DIMINUTION DE L'ABTIF :

Rentes inscrites à 3 p. c. (fonds d'amortissement)...........	$ 26,491 82
Argent en banques.......... ..	57,481 34
	$ 83,973 16

DIMINUTION DE L'ACTIF :

Avances faites à différentes personnes....	$26,895 60	
Taxes du palais de justice de Québec....	5,000 00	
		$ 31,895 60

Augmentation nette de l'actif pendant l'année.		$ 52,077
Diminution de l'excédent de l'actif durant l'année.		$ 188,754
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1902 était de		$26,479,426
L'excédent du passif sur l'actif, au 30 juin 1903, était de.		26,290,672
		$ 188,754
L'augmentation du capital de la dette consolidée, par la conversion, pendant l'année, a été de.		$ 4,729
Diminution du passif, non compris l'augmentation de la dette par la conversion		$ 193,484
Se composant comme suit :		
Surplus du revenu ordinaire sur les dépenses ordinaires et extraordinaires.		$ 103,712
Produit des ventes de terrains de l'exposition, Montréal.	$ 7,019 34	
Propriété au coin des rues Grande-Allée et Claire-Fontaine.	3,124 15	
Balance de l'emprunt de l'asile de Beauport.	7,500 00	
	$ 17,643 49	
Moins :		
Paiements à la Compagnie d'Exposition de Montréal. . . .	5,824 72	
		11,818
Montant des obligations de l'emprunt de 1880 rachetées durant l'année.		81,857
Montant du fonds d'amortissement placé durant l'année.		26,491
		$ 223,880

A déduire :

Montant payé au compte de la subvention pour la construction du chemin de fer Q. M. O. & O.	$ 3,500 00	
Avances à différentes personnes.	$ 26,895 60	
		30,395 60
		$ 193.484 54

DETTE CONSOLIDEE.

Au 30 juin 1902, la dette consolidée était de		$34,934,871 90
Au 30 juin 1903, la dette consolidée était de		$34,857,744 16
Réduction de la dette consolidée.		$ 77,127 74
Se divisant comme suit :		
Rachat des obligations de l'emprunt de 1880.	$ 81,857 33	
Obligations d'emprunts divers rachetées par la conversion de la dette.	28,713 33	
	$ 110,570 66	
Moins rentes inscrites, 3% émises pour la conversion	$ 33,442 92	
		$ 77,127 74
Au 30 juin 1903, la dette consolidée consistant en obligations et bons non payés de divers emprunts de la province était de.		$34,857,744 16
A déduire les fonds d'amortissement investis s'élevant à.		10,126,634 77
Ce qui laisse une balance de la dette consolidée, à laquelle il n'a pas été pourvu, de. .		$24,731,109 39

DETTE FLOTTANTE

Au 30 juin 1903, la dette non consolidée comprenait :

Emprunts temporaires.	$ 700,000 00
Dépôts en fidéicommis.	368,984 95
Mandats non payés.	145,622 52

Subsides de chemins de fer octroyés mais non gagnés.			594,679 0
Octroi pour un pont sur le St-Laurent. . .			160,000 0
Perte sur dépôt à la Banque d'Echange. . .			25,218 7
			$1,994,505 3

Pour rencontrer cette dette nous avons :

Argent en banques.	$197,114	26	
Réclamations contre des personnes et des corporations pour prêts et avances.	237,828	40	$434,942 6
Laissant une balance de la dette non consolidée, à laquelle il n'a pas été pourvu, de. . .			$1,559,562 6

Soit $85,135.39 de moins que l'année dernière.

DETTE CONSOLIDEE ET NON CONSOLIDEE.

Montant de la dette consolidée à laquelle il n'a pas été pourvu.			$24,731,109 3
Montant de la dette non consolidée à laquelle il n'a pas été pourvu.			1,559,562 6
Total de la dette à laquelle il n'a pas été pourvu.			$26,290,672 0
Réduction de la dette non consolidée.	$ 85,135	39	
s'expliquant comme suit :			
Diminution subvention au pont .	$ 35,000	00	
Dépôts en fidéicommis. . . .	71,802	89	
	$106,802	89	
Augmentation mandats non payés.	52,253	24	
	$ 54,549	65	

Augmentation argent en banques.	57,481 34	
	$112,030 99	
Diminution dans les avances à diverses personnes.	26,895 60	$85,135 39

CONVERSION DE LA DETTE EN VERTU DE LA LOI 60 VICTORIA, CHAP. 2

Les obligations suivantes ont été converties pendant l'année par l'entremise de l'agence de la Banque de Montréal, à Londres :

Emprunt de 1882 (Londres).	$14,113 33
Emprunt de 1888.	14,600 00
	$ 28 713 33
La prime payée sur ces obligations s'est élevée à. .	3,057 77
	$31,771 10
L'escompte à 5% sur l'émission des obligations inscrites a été de.	1,671 82
Montant des obligations inerites à 3%.	33.442 92

Le capital de la dette a été augmenté par la conversion pendant l'année de..................		4.729 59
Le montant total des obligations converties au 30 juin 1903, est de.........................		7.492.534 65
Pour lequel il a été émis des obligations inscrites à 3 p. c. pour...		9.236.061 48
Augmentation du capital de la dette par la conversion..... ..		$1.743.526 83
L'intérêt annuel sur les $7.492.534 65 d'obligations converties étant de		$ 335.7[illegible]8 85
L'intérêt annuel sur les $9.236.061.48 d'obligations inscrites est de	$ 277,081 80	

3

Le fonds d'amortissement annuel requis pourle rachat de l'augmentation de $1,743,-526 83 sur le capital de la dette au 1er avril 1937 est de	23,192 2[illegible]	
		$ 300,274 [illegible]
L'économie annuelle réalisée par la conversion jusqu'à la date où les obligations originaires arriveront à maturité...........................		35,454 [illegible]
Contre cette économie annuelle il faut porter les droits de timbres sur les $9,236,061.48, s'élevant à..		57,881

DETTE PUBLIQUE 1897-1903.

Etat de la dette consolidée et non consolidée de la pr[illegible]vince de Québec, du 30 juin 1897 au 30 juin 1903.

30 JUIN 1897.

Dette consolidée avant la conversion ....$	33,571,002
Augmentation du capital par la conversion	625,651
	$ 34,196,654
Fonds d'amortissement placé................. $	9,994,000
Dette consolidée nette ....$	24,2 2,654
Dette non consolidée...........................$	1,357,213
Total de la dette nette consolidée et non consolidée.......................................$	25,559,867

30 JUIN 1898.

Dette consolidée avant la conversion........$	33,483,694
Augmentation du capital par la conversion	800,146
	$ 34,283,841

Fonds d'amortissement placé	$ 10,004,677 78
Dette consolidée nette	$ 24,279,163 75
Dette non consolidée	1,166,706 46
Total de la dette nette consolidée et non consolidée	$25,445,870 21

30 JUIN 1899

Dette consolidée avant la conversion..	$33,413,420 00
Augmentation du capital par la conversion	$1,715,427 72
	$35,128,847 72
Fonds d'amortissement placé	$10,025,747 95
Dette consolidée nette	$25,103,099 77
Dette non consolidée	$1,063,018 15
Total de la dette nette consolidée et non consolidée	$26,166,117 92

30 JUIN 1900.

Dette consolidée avant la conversion..	$33,345,870 67
Augmentation du capital par la conversion	$1,726,156 76
	$35,072,027 43
Fonds d'amortissement placé	$10,049,646 38
Dette consolidée nette	$25,022,381 05
Dette non consolidée	$1,048,366 05
Total de la dette nette consolidée et non consolidée	$26,070,747 10

30 JUIN 1901.

Dette consolidée avant la conversion	$33,270,924 00
Augmentation du capital par la conversion	$1,736,974 13
	$35,007,898 13

Fonds d'amortissement placé................	$10,074,453 8
Dette consolidée nette........................	$24,933,444 2
Dette non consolidée..........................	$ 1,138,974 7
Total de la dette nette consolidée et non consolidée................................	$26,072,419 0

30 juin 1902.

Dette consolidée avant la conversion.	$33,196,074 0
Augmentation du capital par la conversion....................................	1,738,797
	$34,934,871 9
Fonds d'amortissement placé................	$10,100,142
Dette consolidée nette........................	$24,834,728
Dette non consolidée..........................	1,140,787
Total de la dette nette consolidée et non consolidée................................	$25 975,516

30 JUIN 1903.

Dette consoltdée avant la conversion.......	$33.114,217
Augmentation du capital par la conversion....................................	$1,743,526
	$34,857,744
Fonds d'amortissement placé......	$10,126,634
Dette consolidée nette........................	$24,731,109
Dette non consolidée..........................	$ 1,068,984
Total dette nette consolidée et non consolidée....................................	$25,800,094

DETTE CONSOLIDÉE DE 1903, COMPARÉE AVEC CELLE DE 1897.

Dette consolidée au 30 juin 1897, telle qu'elle existait avant la conversion.......	$33,571,002 67
Augmentation de la dette par la conversion, au 30 juin 1903........................	1,743,526 83
	$35,314,529 50
Moins obligations de l'emprunt de 1880, payées	$ 456,785 34
Dette consolidée au 30 juin 1903............	$34,857,744 16

INTÉRÊT SUR FONDS EN FIDÉICOMMIS.

D'après la sentence arbitrale du 3 septembre 1870, le gouvernement du Dominion a possédé en fidéicommis les fonds suivants appartenant à la province de Québec:

Fonds de l'éducation supérieure du Bas-Canada........	$347,851 53
Fonds de bâtisses de l'école Normale............	61,761 84
Fonds des instituteurs mis à la retraite...... ..	2,700 88
	$412,314 25

En vertu de la sentence arbitrale du 2 novembre 1893' il fut déclaré:—Que les fonds en fidéicommis seraient considérés intacts et irréductibles, et que l'intérêt sur ces fonds au taux de cinq pour cent par année serait porté semi-annuellement aux comptes séparés d'Ontario et de Québec. En conséquence, la province de Québec a toujours touché l'intérêt au taux de cinq pour cent sur ces fonds en fidéicommis.

La province de Québec doit au Dominion la somme de $1,096,325.11 sur laquelle elle a payé l'intérêt au taux de quatre pour cent.

Le 29 décembre 1903, l'honorable ministre des finances du Dominion m'écrivit une lettre dont ce qui suit est un extrait:

" Il a été décidé de payer, le 1er janvier 1904, l'intér
sur ces fonds, (savoir sur les fonds en fidéicommis su
dits) au taux payé jusqu'à cette date, c'est-à-dire, cin
pour cent. Après cette date, un intérêt au taux de quatr
pour cent sera payé jusqu'à nouvel ordre, ou jusqu'à c
que le capital du fonds soit payé à Québec en entier. S
votre gouvernement ne trouve pas cet arrangement sati
faisant, je serai bien aise d'en recevoir avis, sur quoi, d
arrangements seront faits pour payer le capital à une dat
rapprochée."

En réponse à cette lettre, j'écrivis au ministre des fina
ces, pour lui dire que le gouvernement avait toujou
prétendu que le Dominion ne pouvait ni réduire le tau
d'intérêt sur les fonds en fidéicommis dont il avait é
convenu lors de la Confédération, ni en rembourser
capital, en en portant le montant au compte entre cette pr
vince et le Dominion, sans notre consentement, et qu
nous espérions que le gouvernement du Dominion cont
nuerait de payer l'intérêt sur ces fonds au taux de cin
pour cent.

Je n'ai certainement pas l'intention de laisser rédui
l'intérêt sur ces fonds ni d'en laisser transporter le capit
au crédit de notre compte avec le gouvernement du Dom
nion, sans avoir soumis la chose au tribunal compéten

La province d'Ontario est exactement dans la mêm
position que nous au sujet de cette question, et elle
reçu du Dominion une communication semblable.

PONT YULE

Le gouvernement du Dominion fut condamné à pay
aux héritiers de la succession Yule, de Chambly,
somme de $39,717 16 en vertu d'une décision de la Co
d'Echiquier du Canada Cette décision était basée s
une réclamation qui datait d'avant la Confédération.
gouvernement du Dominion soutint que c'était une de
de l'ancienne province du Canada, et que, pour cela,
provinces d'Ontario et de Québec devaient rembourser
montant dans les proportions établies par la décision d
arbitres, au sujet des sommes imputables à l'ancien
province du Canada

Dans la lettre du 29 décembre 1903, dont j'ai fait mention, le ministre des finances du Dominion m'avertit qu'il avait mis au débit du compte de la province de Québec la somme de $22,049 91, comme sa part de cette réclamation avec les intérêts, et qu'il l'avait retenue sur notre subside.

Le 29 janvier dernier, j'ai protesté contre une telle réduction de notre subside, comme étant :

(1) Contraire aux dispositions de la section 118. de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, qui décrète que :

" Les subsides devront être payés semi-annuellement d'avance à " chaque province," mais le gouvernement du Canada devra déduire de tels subsides, contre chaque province " toutes les sommes imputables comme intérêt sur la dette publique de cette province en sus des différents montants stipulés dans cet acte ", et

(2) Parce qu'il n'a pas été établi que la province de Québec était responsable d'aucune partie du montant qui a été payé aux héritiers Yule, ou, si elle est conjointement responsable avec Ontario comme représentant l'ancienne province du Canada, de quelle proportion elle était actuellement responsable.

Ce n'est pas une nouvelle affaire—elle a été en discussion depuis des années—mais c'est la première fois que le Dominion a eu recours à ce moyen arbitraire de :

1. Etablir la proportion qui était due par la province de Québec, et

2. La déduire des subsides qu'il devait à cette province.

Cette province ne se soumettra pas à cela sans une vigoureuse protestation et sans y avoir été astreinte par un tribunal compétent.

J'espère avoir une décision sur ces deux questions à la date la plus prochaine possible.

ARBITRAGE.

Vu la mort si regrettable de notre dernier trésori
rien n'a été fait, l'année dernière, pour mener à conc
sion l'arbitrage entre le Dominion, Ontario et Québec.

Les seuls comptes qui restent à règler sont ceux qui c
rapport au fonds des écoles communes.

Mon département est actuellement en pourparlers av
le Dominion et Ontario, et j'espère que les procédures
l'arbitrage pourront être reprises aussitôt que possil
après la prorogation, et menées à conclusion avant la p
chaine session.

SUBSIDES FEDERAUX

Ce gouvernement a encore grand espoir que le gouv
nement du Dominion fera, bientôt, un nouveau raju
ment des subsides payés aux provinces, et que n
pourrons en conséquence compter, de ce chef, sur
augmentation importante de notre revenu.

Mon prédécesseur, dans l'un de ses exposés financi
a parfaitement traité cette question, et je n'aurai d
aujourd'hui qu'à approuver sans restriction ce qui a
fait en ce sens et qu'à formuler l'espoir d'en arriver à
prochaine solution du problème.

L'ANNÉE COURANTE

L'état des recettes et des dépenses pour l'année c
rante, à venir au 31 mars dernier, a été déposé dev
cette chambre.

Comparé avec celui des recettes et des dépenses de la période correspondante de l'an dernier, cet état accuse une amélioration de $34,041

J'ai donc toutes les raisons de croire que l'état finan
pour l'année complète sera des plus satisfaisants.

CONCLUSION

Monsieur l'Orateur, je désire remercier cette Chambre pour la grande considération qu'elle m'a témoignée durant cet exposé un peu long de l'état des finances de la province.

Je puis vous assurer que j'ai porté un grand intérêt à ce travail, et j'espère que les détails qu'il m'a été permis de donner à la Chambre n'ont pas été sans intérêt pour ses membres ici présents.

L'examen des rapports des différents ministères, ainsi que des statistiques que j'ai données, fera voir à chacun qu'il est absolument injuste d'accuser le gouvernement de n'avoir rien fait pour le progrès de l'agriculture, de la colonisation ou de l'Instruction Publique, et qu'avec les moyens restreints mis à notre disposition, nous avons obtenu les résultats les plus satisfaisants.

Je n'ai donc pas d'hésitation à dire, au nom du gouvernement de cette province, qu'il a rempli les engagements assumés par lui lors des élections de 1900, engagements plus d'une fois renouvelés, depuis cette époque, et qu'il ne peut plus être question de remettre les rênes du gouvernement à ceux qui ont administré les affaires de la province de 1892 à 1897.

M. l'Orateur, j'ai maintenant l'honneur de proposer que vous quittiez votre fauteuil et que cette chambre siège en comité des subsides.

APPENDICE

ETATS FINANCIERS

ÉTAT A.

État des **PAIEMENTS** (non compris les subsides de chemins de fer e
ponts, remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer, e
obligations rachetées en conversion de la dette); et des **RECETTES**
compris le produit de fonds émis en conversion de la dette); pour les
années échéant le 30 juin 1903.

Année	Paiements	Recettes	Excédant des Paiements	Excédan Recet
1898-99	$ 4,234,410.81	$ 4,249,589.99	....	$ 15,17
1899-00	4,465,833.24	4,502,445.83	....	36,61
1900-01	4,561,656.73	4,745,190.47	....	183,53
1901-02	4,573,770.66	4,601,029.81	....	27,25
1902-03	4,702,629.88	4,746,357.98	....	43,72

ETAT B.

1898-99.

PAIEMENTS :

Dépenses ordinaires (y compris $70,274.67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)............	$4,189,964 10	
Dépenses extraordinaires (édifices publics).	11,059 11	
		$4,201,023 21
Paiements sur dépôts en fidéi-commis....................		33,387 60
		$4,234,410 81

RECETTES :

Revenu ordinaire.	$4,223,843 26	
Dépôts de fonds en fidéi-commis. ...	25,746 73	
		4,249,589 99
Excédant des recettes........		$ 15,179 18

1899-00.

PAIEMENTS :

Dépenses ordinaires (y compris $67,549.33 pour rachat d'obligatious de l'emprunt de 1880)............................	$4,428,385 72	
Dépenses extraordinaires (édifices publique)	5,000 00	
		$4,433,385 72
Paiements sur dépôts en fidéi-commis......		32,447 52
		$ 4,465,833 24

RECETTES :

Revenu ordinaire................	$4,451,578 29	
Dépôts de fonds en fidéi-commis...........	50,867 54	
		4,502,445 83
Excédant des recette		$ 36,612 59

1900-01.

PAIEMENTS :

Dépenses ordinaires (y compris $74,946.67 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)........	$4,492,092 44	
Dépenses ordinaires, (édifices publiques)..	24,165 18	
		4,516,257
Dépenses, ventes de propriété.		29
Paiements sur dépôts en fidéi-commis......		45,10
		$4,561,65

RECETTES :

Revenu ordinaire....	$4,563,432 18	
Propriété, coin des rues Grande Allée et Claire Fontaine, prix de la partie vendue	15,000 00	
Terrains de l'Exposition de Montréal, à compte des ventes..........	31,046 89	
Dépôts de fonds en fidéi-commis..........	135,711 40	
		4,745,19
Excédant des recettes........		$183,53

1901-02.

PAIEMENTS :

Dépenses ordinaires (y compris $74,849.34 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)........	$4,470,332 15	
Dépenses extraordinaires (édifices publics).	20,345 17	
		$4,490,67
La Cie. de l'Exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'exposition		18,0
Dépenses, ventes de propriété............		2
Paiements sur dépôts en fidéi-commis..........		64,8
		$4,573,7

RECETTES :

Revenu ordinaire.......................	$4,515,169 88	
Terrains de l'Exposition de Montréal, à compte des ventes....................	19,224 39	
Dépôts de fonds en fidéi-commis..........	66,635 54	
		4,601,0
Excédant des recettes........		$ 27,2

1902-03

PAIEMENTS :

Dépenses ordinaires (y compris $81,857.33 pour rachat d'obligations de l'emprunt de 1880)........................	$4,530,616 88	
Dépenses extraordinaires (édifices publics).	65,443 77	
		$ 4,596,060 65
La Cie de l'Exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'Exposition.....		5,824 72
Paiements sur dépôts en fidéi commis.		100,744 51
		$4,702,629 88

RECETTES :

Revenu ordinaire.	$ 4,699,772 87	
Terrains de l'Exposition de Montréal, à compte des ventes..	7,019 34	
Propriété, coin des rues Grande Allée et Claire Fontaine, prix de la partie vendue.	3,124 15	
Balance du prêt à l'asile d'aliénés de Beauport, 17 février 1875	7,500 00	
Dépôts de fonds en fidéi-commis..........	28,941 62	
		4,746,357 98
Excédent des recettes..........	$	43,728 10

ÉTAT C.

RECETTES

——	1898-99	1899-00	1900-01	1901-02	1902-03
	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.	\$ c.
Puissance du Canada	1,320,137 28	1,278,991 82	1,278,987 29	1,279,105 57	1,281,603 17
Terres, Mines et Pêcheries	1,047,371 60	1,311,333 21	1,471,003 86	1,291,111 75	1,455,386 46
Timbres judicaires	195,570 50	194,110 10	187,723 40	191,146 90	195,045 30
do d'enregistrement	68,850 95	68,003 49	64,445 90	65,632 69	73,290 20
Fonds de bâtisses et des jurés	30,612 13	29,232 42	21,635 34	29,231 26	92,737 73
Honoraires judiciaires	14,980 79	20,533 46	15,719 58	9,915 21	10,524 67
Municipalité, pour l'entretien des prisonniers	9,166 43	8,546 70	11,789 01	12,799 27	10,801 46
Palais de Justice de Montréal	5,938 96	7,075 99	4,620 58	3,964 67	3,990 98
Prison de Montréal	1,298 85	10 81	76 87	865 24	2,186 39
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4,000 00	4,000 00	4,000 00	4,000 00	4,000 00
Gain des prisonniers, prison de Québec	109 01	150 60	71 20	473 11	146 81
Amendes, justice	209 50	134 85	181 50	1,289 25	
Honoraires du grand connétable, Québec	530 98	535 46	404 94	597 22	675 95
Fonds d'amortissement du Palais de Justice, District d'Ottawa	263 83	24 05	....	....	
Licences	613,747 66	593,440 45	661,968 23	681,229 18	692,602 07
Taxes directes sur les corporations commerciales	172,626 04	186,598 39	214,157 63	231,695 13	226,338 23
do sur transports de propriétés (arrérages)	277 10	139 80	137 10	106 30	153 20
do directes sur certaines personnes (do)	686 43	16 00	9 50	....	
Licences de manufactures et de commerce (do)	7,347 64	1,383 09	372 00	110 00	
Droits sur successions	287,995 63	270,865 58	163,511 38	222,763 73	153,820 55
Commission sur honoraires d'officiers publics	5,847 69	5,291 87	4,696 41	6,299 81	6,710 80
do sur renouvellement d'hypothèques	106 76	151 96	115 25	134 25	79 16
	9,349 13	12,572 63	14,084 67	14,682 45	17,538 95

Asiles d'aliénés, contributions municipales	44,722 66	77,196 25	69,135 53	75,139 63	85,675 89
do patients payants	2,149 61	2,517 62	2,202 98	4,484 85	3,810 69
Ecoles d'industrie et de réforme	19,677 44	23,176 22	23,595 03	24,539 68	20,893 36
Gazette Officielle de Québec	18,544 56	17,879 89	16,635 91	18,246 74	18,244 94
Revenu casuel	8,367 44	7,782 25	11,138 02	9,599 17	9,219 41
Service civil, contributions pour pensions	5,322 72	5,368 15	5,188 69	5,057 58	4,964 68
Compagnies d'assurances provinciales, dépenses d'inspection	429 35	546 81	472 01	637 06	447 45
Travaux et édifices publics, loyers, etc	1,062 60	1,783 47	764 60	1,697 22	1,041 60
Inspection des chemins de fer	108 00	108 00	228 00	60 00	
Intérêts sur prêts et dépôts	18,847 58	18,836 24	10,557 03	13,600 56	12,447 95
Prime, escompte et change	4,023 86	2,511 65	3,358 71	2,917 61	2,824 69
Intérêt sur prix de vente du chemin de Q. M. O. & O.	300,827 85	300,084 18	300,117 93	300,056 59	306,216 67
Prêt aux incendiés de Québec				50 00	
Remboursements au fonds de subventions des chemins de fer	2,734 70	644 83	326 08	11,930 20	8,353 46
	4,223,843 26	4,451,578 29	4,563,432 18	4,[illegible]5,169 88	4,699,772 87
Propriété, coin des rues Grande-Allée et Claire Fontaine, Québec, prix des parties vendues			15,000 00		3.124 15
Terrains de l'exposition de Montréal, compte des ventes			31,046 89	19,224 39	7,019 34
Balance du prêt à l'asile d'aliénés de Beauport, 17 février 1875					7,500 00
Fonds en fidéi-commis, savoir :—					
Fonds de pensions des instituteurs	949 40	710 71	1,333 38	1,050 71	4,872 84
Fonds d'amortissement de la cité de Hull	179 64	184 10	189 65	195 92	201 32
do do de la Pointe à Gatineau	140 00	140 00	150 00	130 00	264 59

ÉTAT C.—*Suite.*

RECETTES.—*Suite.*

——	1898-99 $ c.	1899-00 $ c.	1900-01 $ c.	1901-02 $ c.	1902-03 $ c.
Héritiers et succession P. E. Roy	866 50	880 80	891 41	905 80	921 05
Fonds de licences de mariage	6,714 00	6,804 00	7,416 00	7,668 25	7,812 00
Cautionnement des officiers publics	900 00	2,120 82	1,566 60	1,447 76	1,000 00
Dépôts en vertu de l'acte 59 Vict., ch. 34	5,000 00	15,000 00	....	5,000 00	
do de 61 do 39	10,000 00	....	....	....	
Débentures du Palais de Justice de Hull, fonds d'amortissement	997 19	1,027 11	1,057 92	1,089 66	1,122 35
Taxe du Palais de Justice de Québec	....	24,000 00	14,612 90	17,473 84	12,527 47
Dépôts en vertu de l'acte 63 Vict., ch. 44	....	....	20,000 00	20,000 00	
Dépôts spéciaux, feux à Spencer-Wood	....	....	51 00	6,641 60	
Fonds de bâtisses et des jurés, district d'Ottawa, assurance sur le Palais de Justice et Prison et sur mobilier	....	....	38,442 54	....	
Ville de Salaberry de Valleyfield, dépôt en vertu de l'acte 1 Ed. VII, ch. 4	....	....	50,000 00	....	
Dépôt en vertu de l'acte 63 Vict., ch. 91	....	....	....	5,000 00	
Dépôt spécial, feu au Palais de Justice, Chicou-	....	....	....	32 00	

Ville de Salaberry de Valleyfield, dépôt en vertu de l'acte 1 Ed. VII, ch. 4	....	....	50,000 00	.... 5,000 00	
Dépôt en vertu de l'acte 63 Vict., ch. 91	....	....	....		
Dépôt spécial, feu au Palais de Justice, Chicoutimi	....	....	....	32 00	

Dépôt spécial, feu à la maison de l'assistant géolier, Québec	....	....	....	....	20 00
Dépôt re efus de licence à Jean Fradette, Saint-ris	....	....	....	....	200 00
	4,249,589 99	4,502,445 83	4,745,190 47	4,601,029 81	4,746,357 98
Produits de fonds inscrits émanés en consolidation de la dette	4,389,322 30	67,152 07	68,068 12	10,978 66	31,771 10
En caisse au 1er juillet de chaque année	490,663 59	201,970 05	160,425 05	295,328 70	139,632 92
	9,129,575 88	4,771,567 95	4,973,683 64	4,907,337 17	4,917,762 00

ETAT D.

PAIEMENTS.

—	1898-99 $ c	1899-00 $ c	1900-01 $ c	1901-02 $ c	1902-03 $ c
Dette publique	1,558,323 03	1,538,059 20	1,549,275 94	1,542,140 79	1,577,583 19
Législation	190,027 22	199,563 09	235,596 09	207,720 63	202,432 34
Gouvernement civil	269,650 70	285,872 35	278,307 42	271,891 19	272,437 61
Administration de la justice	544,831 09	560,742 37	569,911 12	618,315 23	605,858 45
Ecoles d'industrie et de réforme	64,300 00	65,500 00	60,000 00	60,000 00	60,000 00
Instruction publique (y compris les écoles du soir)	412,657 52	476,281 83	468,089 68	469,184 79	468,074 00
Agriculture	176,418 26	194,659 97	200,217 13	217,358 69	234,162 04
Colonisation	79,000 00	124,000 00	119,000 00	112,540 00	110,500 00
Immigration	4,250 00	4,249 63	4,249 59	4,250 00	4,250 00
Travaux et édifices publics :					
Ordinaires	83,968 98	92,209 15	123,390 61	99,348 09	103,099 21
Extraordinaires	11,059 11	5,000 00	24,165 18	20,345 17	65,443 77
Asiles des aliénés	343,825 00	349,225 00	353,825 00	353,825 00	353,825 00
Institution de bienfaisance	44,570 75	44,570 75	44,570 75	45,210 75	45,210 75
Terres, Mines et Pêcheries	178,811 41	210,549 13	208,815 16	204,043 83	217,051 89
Charges sur le revenu (y compris les paiements faits par les officiers du revenu sur leurs perception	129,742 05	138,982 36	132,655 41	139,946 37	142,730 06
Services divers	108,265 09	143,920 89	144,188 54	124,556 79	133,402 34
Remboursement fonds des subventions de chemins de fer	1,323 00	......	....	....	
	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	4,596,060 65

ception					
Services divers	108,265 09	143,920 89	144,188 94	[illegible]	[illegible]
Remboursement fonds des subventions de chemins de fer	1,323 00	......	....	....	
	4,201,023 21	4,433,385 72	4,516,257 62	4,490,677 32	4,596,060 65

La Cie d'exposition de Montréal, du produit des ventes de terrains de l'exposition	....	....	....	18,004 29	5,824 72
Dépenses, ventes de propriétés	....	....	2[illegible]6 40	266 61	....
Fonds en fidéi-commis	33,387 60	32,447 52	45,1[illegible]2 71	64,822 44	100,744 51
	4,234,410 81	4,465,833 24	4,561,656 73	4,573,770 66	4,702,629 88
Remboursements de dépôts de garantie de chemins de fer	99,63[illegible] 37	33,072 12	....	....	....
	4,334,041 18	4,498,905 36	4,561,656 73	4,573,770 66	4,702,629 88
Subventions aux chemins de fer et à Q.M.O. & O.	100,079 17	90,276 22	93,318 10	38,969 27	8,500 00
Subventions au Pont de Québec	....	....	30,000 00	30,000 00	30,000 00
	4,434,120 35	4,589,181 58	4,684,974 83	4,642,739 93	4,741,129 88
Rachat de la dette par conversion :					
Partie emprunt 1874 et prime	915,420 48	2,599 47	....	....	
do do 1876 do	981,409 77	....	....	....	
do do 1878 do	178,491 23	....	....	....	
do do 1880 do	913,373 98	34,059 87	....	....	
do do 1882 do	771,470 89	30,492 73	33,603 36	7,783 75	15,960 76
do do 1888 do	315,494 00	....	29,116 78	528 47	15,810 34
do do 1894 do	313,661 95	....	5,347 98	2,666 44	
	8,823,442 65	4,656,333 65	4,753,042 95	4,653,718 59	4,772,900 98
Ajoutez : Paiements de mandats impayés au commencement de chaque année	191,639 36	87,476 18	132,666 93	207,354 94	93,369 28
	9,015,082 01	4,743,809 83	4,885709 88	4,861,073 53	4,866,270 26
Déduisez : Mandats impayés à la fin de chaque année	87,476 18	132,666 93	207,354 94	93,369 28	145,622 52
	8,927,605 83	4,611,142 90	4,678,354 94	4,767,704 25	4,720,647 74

ETAT E.

RECETTES PROBABLES, 1904-1905

Puissance du Canada :		
Subsides en vertu de l'acte de l'A. B. du N.	$ 959,252 80	
Intérêts sur fonds en fidéi-commis.........	75,781 24	
Subside spécial, 47 Vict., chap. 4.........	127,460 68	
Intérêts sur subventions de chemins de fer, 47 Vict., chap. 8..................	119,700 00	
		$1,282,194 72
Intérêts :		
Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O......................	320,000 00	
Intérêts sur prêts et dépôts..............	11,000 00	
		331,000 00
Terres, Mines et Pêcheries..............................		1,380,000 00
Administration de la Justice :		
Timbres judiciaires.....................	195,000 00	
Honoraires judiciaires..................	10,000 00	
Fonds de bâtisses et des jurés............	30,000 00	
Entretien des prisonniers................	11,000 00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec.	4,000 00	
Prison de Montréal....................	2,000 00	
Autres prisons—Gain des prisonniers......	200 00	
Palais de Justice de Montréal............	4,000 00	
Honoraires du grand connétable, Québec...	600 00	
		256,800 0
Timbres d'enrégistrement (y compris les honoraires des régistrateurs salariés)..............................		70,000 0
Licences..........		700,000 0
Taxes directes sur les corporations commerciales...........		260,000 0
Droits sur successions................................		280,000 0
Commissions sur honoraires d'officiers publics......... .		6,500 0
do sur renouvellement d'hypothèques		100 0
Entretien des aliénés..................................		90,000 0
do des pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme..............		25,000 0
Législation..		15,000 0
Gazette Officielle.....................................		18,000 0
Loyers d'édifices publics.........		1,400 0
Revenu casuel..		9,000 0
Compagnies d'Assurances Provinciales, contributions.........		400 0
Contributions aux pensions, service civil.		4,500 0
Prime, escompte et change.............................		2,500 0
Taxes sur les subventions de chemins de fer................		15,000 0
		$4,747,394 7

ÉTAT F.

DÉPENSES PROBABLES, 1904-1905

		$ cts
Dette publique		1,609,475 65
Législation		216,340 70
Gouvernement civil		278,188 50
Administration de la justice		630,174 30
Instruction publique		483,460 00
Colonisation		140,500 00
Travaux Publics, (Ordinaire)	$122,204 69	
do (Extraordinaire)	52,023 18	
		174,227 87
Agriculture		285,350 00
Terres, Mines et Pêcheries		215,300 00
Asiles des aliénés		365,825 00
Ecoles d'industrie et de réforme		60,000 00
Institutions de bienfaisance		45,210 75
Charges sur le revenu		126,000 00
Services divers		103,800 00
		4,733,852 77
Subventions de chemins de fer		74,746 41

ÉTAT G.

ÉTAT APPROXIMATIF du passif et de l'actif de la Province de Québec, au 30 juin 1903.

PASSIF.

Dette consolidée telle qu'existant avant la conversion	$33,114,217 33	
Augmentation du capital par conversion	1,743,526 83	
		$34,857,744 16
Emprunt temporaire		700,000 00
Dépôts en fidéi-commis		368,984 95
Mandats impayés		145,622 52
Subventions en argent des chemins de fer, autorisées mais non encore dues	$136,195 00	
Subventions en terres des chemins de fer, converties en argent, à 52½ cts. per acre, autorisées mais non encore dues	458,483 58	
		594,679 08
Octroi pour le pont sur le fleuve St-Laurent, à Québec		160,000 00
Perte sur dépot à la Banque d'Echange		25.218 75
Obligations du Palais de Justice de Québec		143,200 00
		$36,995,449 46

ACTIF.

Partie du prix de ch. de fer Q. M. O. & O. déposé en banque	$ 410,190 00		
Partie du prix de ch. de fer Q. M. O. & O. placé en $29,000 d'obligations de la province de Québec, emprunt de 1878, achetée à 109%	31,610 00		
Partie du prix de ch. de fer Q. M. O. & O. placé en obligations du palais de justice de Québec	143,200 00		
Partie du prix de ch. de fer Q. M. O. & O. placé en obligaiions de la cité de Québec	15,000 00		
Balance non payée du prix du chemin de fer Q. M. O. & O	7,000,000 00		
		7,600,000 00	
Fonds inscrits de 3%		132,634 78	
Allocations de chemins de fer, en vertu de l'acte fédéral 47 Victoria, chapitre 8		2,394,000 00	
Argent en banque		197,114 26	
Coût de l'école Jacques Cartier, Montréal, à être remboursé par vente de propriété		5,391 11	
Réclamation *in re* feu l'honorable Thomas McGreevy		100,000 00	
Avance à divers		132,437 29	
Palais de justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16		143,200 00	
			10,704,777 43
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1903			$26,290,672 03